



## CONTRAT DE FORMATION PROFESSIONNELLE (ARTICLE L.6353-3 ET SUIVANTS DU CODE DU TRAVAIL)

Erreur ! Nom du fichier non spécifié.

Entre les soussignés :

«CIVILITE\_APPRENANT» «NOM\_PRENOM\_APPRENANT», demeurant «ADR1\_APPRENANT»  
«ADR2\_APPRENANT» «ADR3\_APPRENANT»«ADR4\_APPRENANT» «CP\_APPRENANT»  
«VILLE\_APPRENANT»

Et

IFAC 92– Organisme de formation – enregistré sous le numéro : 11920045392 auprès de la DIRECCTE  
- Numéro de SIRET : 30778757200089 – Adresse : 53, rue du Révérend Père Christian Gilbert - 92600  
Asnières-sur Seine, représenté par M. Martial DUTAILLY, Directeur Général.

### Article 1: OBJET DU PRESENT CONTRAT

Le présent contrat concerne la formation établie par accord réciproque entre les parties et vise l'organisation de l'action de formation suivante : «**ETENDU\_FORMATION**»

### Article 2 : NATURE ET CARACTERISTIQUE DE L'ACTION DE FORMATION

La nature de l'action de formation est la suivante : Action de formation permettant d'atteindre un objectif professionnel.

Cette dernière a pour objectifs pédagogiques :

- Fédérer les différents partenaires dans la conception d'un projet de développement en lien avec les valeurs de l'éducation populaire,
- Concevoir des démarches participatives et d'éducation populaire,
- Accompagner les instances élues dans la formalisation des projets de développement,
- Analyser les enjeux des territoires pour y inscrire l'action de la structure,
- Concevoir les axes de formation des acteurs de la structure ou du projet de développement,
- Organiser des actions de formations de formateurs dans le cadre des réseaux professionnels de l'organisation.

L'action de formation sera sanctionnée par :

- Une attestation mentionnant les objectifs, la nature et la durée de l'action et les résultats de l'évaluation soumis à l'appréciation des jurys
- Une attestation de compétences acquises durant la durée de formation en centre et en entreprise.
- Le passage des épreuves du diplôme telles que définies dans le référentiel. Lorsque ces dernières sont validées par l'organisme certificateur, un diplôme est édité et remis aux stagiaires par ce dernier.

Le programme détaillé de l'action de formation figure en annexe de la présente convention.

L'organisation de la formation est établie conformément au planning ci-joint

[www.ifac-formation.fr](http://www.ifac-formation.fr)

Association loi 1901 agréée Jeunesse, Éducation populaire | Association complémentaire de l'enseignement public



### Article 3 : NIVEAU DE CONNAISSANCES PREALABLES NECESSAIRE

Afin de suivre au mieux l'action de formation susvisée et obtenir le diplôme auquel elle prépare, le stagiaire est informé qu'il est nécessaire de posséder, avant l'entrée en formation, le niveau de connaissances suivant ou pré-requis suivants :

- Soit être titulaire du diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation (DEFA) ou de diplômes reconnus équivalents.
- Soit être titulaire du diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (DEJEPS) spécialité « animation socioéducative ou culturelle ».
- Soit être titulaire d'un diplôme de niveau 5 (ancien niveau 3) dans le champ de l'animation enregistré au répertoire national des certifications professionnelles.
- Soit être titulaire d'un diplôme de niveau 6 (ancien niveau 2) enregistré au répertoire national des certifications professionnelles.
- Justifier de 36 mois d'activités professionnelles ou bénévoles correspondant à 2400 heures minimum.
- Fournir l'Attestation de Formation aux Premiers Secours (AFPS) ou de Prévention et Secours Civiques de niveau 1 (PSC1).
- Fournir, pour les candidats de nationalité française de moins de 25 ans, l'attestation de recensement et le certificat individuel de participation à l'appel de préparation à la défense.

### Article 4 : ORGANISATION DE L'ACTION DE FORMATION

Intitulé : **«ETENDU\_FORMATION»**

Dates : Du **«DATE\_DEB\_FREQUENTATION\_FREQUEN»**  
**«DATE\_FIN\_FREQUENTATION\_FREQUEN»**

au

Modalités pédagogiques : **«MODALITE\_ENSEIGNEMENT\_GROUPE»**

Durée : **«NB\_HEURES\_CONVENTION»** heures de formation dont heures présentielles et heures estimées à distance avec le centre de formation (si concernés) et heures de stage pratique

Lieu :

Horaires :

Le référent de cette formation est : **«NOM\_PRENOM\_FORMATEUR\_GROUPE»**

La liste des formateurs affectés à l'action de formation, leur titres, qualités et expériences professionnelles sont communiquées dans le livret stagiaire.

Cette formation se déroule en **en présentielle** et **le cas échéant en distantielle**

Les modalités pédagogiques sont les suivantes :

Apports théoriques	Travaux rendus
Exercices d'application à partir de cas concrets	Accompagnement
Travail en groupe	Travail collaboratif
Conseil individualisé	Classe virtuelle
Mise en situation professionnelle	Module e-learning interactif
	Activités évaluatives (formatives, sommatives, tests...)

Le suivi de l'action de formation est assuré via :

- Les émargements stagiaires

[www.ifac-formation.fr](http://www.ifac-formation.fr)

Association loi 1901 agréée Jeunesse, Éducation populaire | Association complémentaire de l'enseignement public



- L'organisation de travaux – rapports – QCM
- L'évaluation des acquis de l'action de formation
- Le compte rendu de visite de stage
- L'organisation de réunion pédagogique et comité de pilotage
- ...

#### Article 5 : MODALITES D'EVALUATION ET DE SANCTION

Les modalités de contrôle de connaissance sont les suivantes :

- QCM,
- Grilles et fiches d'évaluation,
- Travaux pratiques,
- Tests de contrôle de connaissances,
- Préparation épreuves d'examen (écrite et orale),

Ces modalités permettent au candidat de mesurer ses acquis, son implication et son évolution pendant la durée de la formation.

#### Article 6 : ENGAGEMENT

L'Ifac 92 s'engage à :

- Remettre au stagiaire le contenu et le planning de la formation en indiquant les périodes de formation théorique et les mises en situation professionnelle ;
- À proposer un positionnement et un parcours de formation adaptés et personnalisés ;
- À préparer et présenter le candidat aux épreuves d'examen du diplôme ;
- À assurer le suivi personnalisé du stagiaire au centre de formation et sur le lieu de l'alternance. Cet accompagnement est réalisé par le responsable pédagogique ;
- À proposer au stagiaire des temps d'évaluation ;
- À accompagner et à préparer le stagiaire aux épreuves de certifications ;

Le stagiaire s'engage à :

- Respecter le règlement intérieur du centre de formation ;
- Être présent et à participer activement à tous les temps de formation ;
- Être présent dans sa structure de stage pratique et à participer aux actions mises en œuvre pour le public accueilli ;
- Effectuer l'ensemble des travaux demandés par l'équipe pédagogique ;
- À tenir informer son responsable pédagogique des difficultés rencontrées au cours de la formation ;
- À se présenter aux épreuves de certification

#### Article 7 : LE POSITIONNEMENT

Un positionnement réglementaire est proposé au stagiaire par l'organisme de formation. Il consiste à situer le stagiaire par rapport au référentiel du diplôme en tenant compte de ses expériences et de ses acquis.

Le résultat du positionnement est transmis au stagiaire, lors d'un entretien de synthèse proposé par le responsable pédagogique.

Les possibilités d'allègement ou de dispense seront étudiées et le cas échéant proposées. Un parcours individualisé de formation sera proposé. Celui-ci pourra être renégocié au regard de la progression du stagiaire.



## Article 8 : DELAI DE RETRACTATION

A compter de la date de signature du présent contrat, le stagiaire a un délai de 10 jours pour se rétracter. Il en informe l'organisme de formation par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, aucune somme ne peut être exigée du stagiaire.

## Article 9 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Le prix de la formation est fixé à «MONTANT\_TTC» € TTC.

Une partie du prix susmentionné est acquitté par les financeurs ci-dessous à hauteur de :

- TTC par
- TTC par
- TTC par
- TTC par

Le stagiaire s'engage à verser la totalité ou la différence du coût de la formation, soit € TTC selon les modalités suivantes :

- Après le délai de rétractation mentionné à l'article 8 du présent contrat, le stagiaire effectue un premier versement d'un montant de € TTC soit 30% du prix dû par le stagiaire.
- Le paiement du solde, à la charge du stagiaire, est échelonné de la façon suivante :

Date d'échéance	Montant de l'échéance
«DATE_ECHEANCE1»	«VALEUR_ECHEANCE1»
«DATE_ECHEANCE2»	«VALEUR_ECHEANCE2»
«DATE_ECHEANCE3»	«VALEUR_ECHEANCE3»
«DATE_ECHEANCE4»	«VALEUR_ECHEANCE4»
«DATE_ECHEANCE5»	«VALEUR_ECHEANCE5»
«DATE_ECHEANCE6»	«VALEUR_ECHEANCE6»
«DATE_ECHEANCE7»	«VALEUR_ECHEANCE7»
«DATE_ECHEANCE8»	«VALEUR_ECHEANCE8»
«DATE_ECHEANCE9»	«VALEUR_ECHEANCE9»
«DATE_ECHEANCE10»	«VALEUR_ECHEANCE10»

Les frais d'inscription de 35 € sont à la charge du stagiaire.

## Article 10 : ABSENTEISME, DEDOMMAGEMENT, REPARATION OU DEDIT

Les conditions d'annulation et de report par l'un ou l'autre des parties sont définies dans nos conditions générales de ventes consultables sur notre site internet : <https://ifac-formation.fr/pages/cgv>

## Article 11 : UTILISATION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à assurer le suivi pédagogique, administratif et financier du stagiaire durant sa formation et en aval de celle-ci en lien avec les obligations de suivi de l'IFAC 92 vis-à-vis de ses organismes de tutelles et ses financeurs. Aucune utilisation commerciale ne sera faite à partir des données collectées. Conformément au règlement général sur la protection des données, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en adressant un mail à l'adresse suivante : [referent.rgpd@dsf.ifac.asso.fr](mailto:referent.rgpd@dsf.ifac.asso.fr)

[www.ifac-formation.fr](http://www.ifac-formation.fr)

Association loi 1901 agréée Jeunesse, Éducation populaire | Association complémentaire de l'enseignement public



#### Article 12 : CAS DE DIFFEREND

Tout différend relatif à l'interprétation, la validité ou l'exécution de ce présent contrat devra être précédé d'une tentative de règlement amiable entre les parties avant la saisine du tribunal compétent. Si aucune solution ne peut être apportée au différend contractuel, le litige sera soumis à la juridiction des tribunaux compétents.

Fait en double exemplaire à , le

Pour l'organisme de formation  
Signature et cachet

Le stagiaire  
«**CIVILITE\_APPRENANT**»  
«**NOM\_PRENOM\_APPRENANT**»  
Signature